

NEW CALEDONIAN NICKEL
15 – 19 Novembre 2010 - Le Méridien, Nouméa

Discours d'ouverture d'André Dang Van Nha,
Président Directeur-Général de SMSP

Nous savons tous ô combien le nickel est important pour la Nouvelle-Calédonie et les calédoniens. Pour certains il est le poison, pour d'autres le remède, car bien que stratégique pour le pays, les retombées économiques et sociales de ce secteur sont mal cernées.

Au cours des dix dernières années, le secteur du nickel a généré pour le territoire des recettes fiscales conséquentes à partir d'une valeur ajoutée variant de 3 à 18% du produit intérieur brut en fonction des cours mondiaux. Il représente actuellement plus de 10 000 emplois.

Aussi, n'est-il pas légitime de s'interroger sur les perspectives de cette industrie hautement cyclique, capitalistique et oligopolistique où les quatre grands groupes fournissent les deux tiers de l'offre mondiale de nickel raffiné et où quatre des pays du Sud Est asiatique que sont la Chine, le Japon, Taiwan et la Corée, représentent 60% de la consommation ? N'est-il pas légitime de se demander si la dépendance de l'économie calédonienne au nickel va se trouver accrue ? Peut-on continuer à fonder autant d'espoir sur le nickel en Nouvelle-Calédonie ?

La réponse est sans équivoque oui, mais encore faut-il savoir gérer et tirer partie de la ressource minière. Encore faut-il savoir la valoriser !

Durant la crise financière et économique de 2008, l'usine du Nord et celle de Gwangyang en Corée du sud - deux projets phares menés de front par la SMSP en partenariat avec Xstrata Nickel pour le premier et POSCO pour le second - ont été deux bouffées d'espoir au cœur de la morosité mondiale, puisque courant 2007, nous nous étions lancés simultanément dans la construction de ces deux usines.

Pour ce faire, nous avons bien évidemment eu recours à des procédés industriels largement éprouvés qui ont pu allier la rentabilité économique au respect des équilibres environnementaux, ce qui a permis d'établir des passerelles solides entre la mine et la métallurgie, le politique et l'économie, le social et l'environnement, les aspirations des communautés et le partage des richesses.

Mais plus encore, nous avons misé sur la valorisation et l'optimisation de la ressource minière, stratégie qui constitue à nos yeux le seul levier pouvant permettre de développer des partenariats solides et équilibrés où la gestion environnementale de la ressource fait partie intégrante de sa valorisation.

Bien que le territoire recèle environ 25% des ressources, le nickel calédonien ne fournit actuellement que 7% de la consommation mondiale. Les réserves du pays sont très imparfaitement connues, et bien que l'un des cinq chapitres des orientations du schéma de mise en valeur des richesses minières affiche l'objectif d'améliorer cette connaissance, l'inventaire reste toujours à faire. Au vu de ce qui précède, le bilan de ces vingt dernières années doit être tiré car notre succès s'est forgé sur le long terme.

Pour tirer cette conclusion, nous nous fondons sur notre propre histoire, sur 20 ans d'expérience et d'aventure industrielle et humaine que je vous invite à découvrir au travers de ce film... 20 ans, c'est l'âge de raison, de la maturité, mais aussi l'âge où tout devient possible. Au vu de ce qui précède, le bilan de ces vingt dernières années doit être tiré car notre succès s'est forgé hors, pour ne pas dire malgré, l'héritage colonial.

Il se résume à la gestion continue de la ressource et au maintien permanent de son contrôle par des intérêts calédoniens. Ainsi, grâce à sa stratégie de valorisation de la ressource, dont sont issues ses deux usines, la SMSP détiendra une participation majoritaire dans une capacité de production totale de 90 000 tonnes de nickel métal contenu dans des ferros et ce, dès 2014. Le groupe SMSP deviendra alors le leader mondial de la production de ferronickel et la Nouvelle-Calédonie bénéficiera des revenus générés par cette activité métallurgique, revenus dix fois supérieurs à ceux résultant de l'activité minière.

Il va sans dire que la question de la valorisation de la ressource se pose au niveau de l'ensemble du territoire détenteur d'une des plus importantes réserves exploitables mondiales. Avec l'entrée en production de l'usine calédonienne en Corée du sud traitant et valorisant le minerai à faible teneur de la NMC, avec la mise en service de Vale Nouvelle-Calédonie sortant un produit intermédiaire à partir des latérites du sud, et avec la mise en service de l'usine du Nord dont le traitement des garnièrites extraites du Koniambo est prévu pour 2012, la Nouvelle-Calédonie s'apprête à devenir l'un des tous premiers producteurs de nickel au monde. Ajouté à l'usine de Doniambo qui souffle aujourd'hui ses cents bougies l'ensemble de ces unités de traitement devrait produire en 2014, environ 210 000 tonnes de nickel métal par an soit 15% de la production mondiale.

Ce secteur représentera entre 15 et 20% du produit intérieur brut du territoire. Il constitue un outil formidable de diversification catalysant une activité humaine aux compétences multiples, qui s'est consolidée à travers de nombreux services marchands et non marchands représentant aujourd'hui près de la moitié de notre produit intérieur brut. Il suffit de se rendre sur le site de Vavouto dans le Nord ou sur le celui de Vale Nouvelle-Calédonie dans le sud pour se rendre compte du brassage multiculturel et du rôle structurant que jouent ces projets industriels de classe mondiale. Qu'ils soient vus sous le prisme industriel, commercial, économique, environnemental, social ou culturel, le pays se structure autour d'eux comme Nouméa jadis s'est structuré autour de Doniambo.

Plus encore, sur le caillou le nickel prend périodiquement la forme consensuelle et politique d'un préalable minier avant chaque consultation publique portant sur les tenants et les aboutissants du contrat social et du cadre institutionnel. La présence de nombreux hommes politiques parmi l'assistance en témoigne. C'est en partie à cause et grâce à la question minière que la quête de la reconnaissance du peuple premier fut menée et que le pari de la paix et de l'intelligence a finalement été gagné. C'est à cause et grâce à notre capacité à gérer un domaine d'activité essentiel pour le pays et l'avenir de nos enfants, que la maîtrise de ce secteur a été en partie assurée par le développement de modèles intégrés tant sur le plan industriel que commercial.

Lorsque ces unités de production auront atteint leur capacité nominale, la Nouvelle-Calédonie se placera derrière la Russie et devant l'Indonésie au rang des plus importants producteurs de nickel. Contrairement à ses voisins, la Nouvelle-Calédonie exportera la quasi-totalité de sa production sous la forme de métal, lequel génère dix fois plus de valeur ajoutée que la vente de minerai brut. Même si des efforts restent à faire dans ce domaine, la part des collectivités publiques dans ces unités métallurgiques représentera alors un tiers de cette capacité de production : 34% pour les trois provinces au travers de la STCPI dans le capital SLN, 5% pour les trois provinces dans l'usine du Sud et 51% pour les provinces Nord et Iles dans l'usine du Nord et celle de Gwangyang en Corée du Sud.

Au-delà de la bonne gouvernance et de la détention du capital des collectivités se pose la question du développement durable de la richesse minière, vaste chantier qui mérite d'être abordé maintenant tant il conditionne la prospérité et la paix de la Nouvelle-Calédonie. Où doit-on placer le curseur dans la recherche d'un développement viable, équitable et vivable ? Comment instaurer une forme de commerce viable, équitable et vivable dans l'industrie calédonienne du nickel ?

Pour ma part, la question de la viabilité renvoie à celle de la compétitivité et de la rentabilité, donc de la valeur ajoutée produite par la fabrication et la commercialisation du métal. Elle est vitale parce que cette dernière permet en effet au pays disposant de la ressource de se protéger des prédateurs par la prise de participations majoritaires, de générer des profits, de créer des emplois, et de préserver et réhabiliter l'environnement sans faire appel aux financements publics. Vendre du minerai brut sans valeur ajoutée amène à consommer le patrimoine sans se donner les moyens de réhabiliter les mines. D'où la nécessité de développer une activité minière intégrée, donc équitable au sens partenarial du terme, où le métallurgiste sécurise ses approvisionnements en minerai et le mineur accède au produit de la vente du métal. Basé sur de tels postulats, le modèle de développement est alors vivable car respectueux des grands équilibres économiques, sociaux et environnementaux.

Cette question doit être posée en toute responsabilité parce que la réponse aura une influence notoire sur les discussions qui vont s'ouvrir sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie ; un pays qui détient près du quart des ressources de nickel au monde mais qui ne représente aujourd'hui que 7% de la production mondiale ; un pays où 63% des titres miniers en cours de validité, soit la moitié des surfaces concédées, n'ont pas fait l'objet de travaux de recherches approfondies ; un pays où plus de 1700 titres miniers sont actuellement détenus par environ une cinquantaine de titulaires dont six seulement sont actifs ; un pays où la répartition des titres miniers est un héritage de la colonisation.

Le fait que le patrimoine minier calédonien soit purement et simplement gelé par les héritiers d'un système révolu est préjudiciable et va à l'encontre des intérêts du territoire ! Le fait qu'il puisse être bradé à des multinationales est tout aussi inacceptable !

Aussi, est-il temps de penser aux étapes suivantes et de faire un inventaire par des instances indépendantes des ressources disponibles afin de permettre une meilleure répartition et optimisation des richesses minières, notamment au niveau des gisements actuellement inexploités car dépourvus de minerai d'une teneur économiquement valorisable par l'industrie locale. Ces anciennes mines, dont le minerai riche a été extrait, potentiellement polluantes mais valorisables à partir d'outils industriels efficaces et rentables dont les intérêts calédoniens assurent le contrôle à l'étranger, permettraient de dégager des leviers financiers au profit de la collectivité. Le financement de ces programmes, sans lesquels aucun développement durable et viable ne peut être atteint, sera finalement assuré par le retour en Nouvelle Calédonie des revenus de la métallurgie. L'exploitation de ces gisements dormants créerait des centaines d'emplois et de la valeur ajoutée qui in fine servirait à financer leur réhabilitation notamment sur la côte Est et dans le Nord.

Encore une fois, cette question doit être posée en toute responsabilité parce que la réponse aura une influence notoire sur les discussions qui vont s'ouvrir sur le bilan de l'accord de Nouméa et sur l'avenir institutionnel du territoire. Le partage équitable des ressources minières calédoniennes est un sujet d'intérêt général qui doit être traité par les autorités publiques compétentes menant à bien les travaux préparatoires aux discussions sur l'après 2014.

Depuis 20 ans, la SMSP a largement contribué à attirer l'attention des élus politiques sur la nécessité de « raisonner pays » et plus récemment de mettre en place une stratégie industrielle pour le secteur de la mine et de la métallurgie en Nouvelle-Calédonie car au-delà des projets et des soucis, des joies et des angoisses, des désillusions et des réussites, nous sommes d'abord acteurs de la vie et souvent par les emplois que l'on crée, l'acteur de la vie des autres. Cela donne un sens à notre existence !